

REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

Les vraies raisons du report

Le 23 décembre 2014, Abdelaziz Bouteflika présidait, dans ses bureaux à Zeralda, une importante réunion d'urgence consacrée à l'examen de la nouvelle situation induite par la brutale chute des prix des hydrocarbures. Ce jour-là, et devant les principaux responsables du pays, il confirmera, de vive voix, ce que tout le monde, autour de la table et même ailleurs, savait déjà : le remaniement et le réaménagement du gouvernement.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Il faut savoir que je vais bientôt procéder à un remaniement du gouvernement et je vais même regrouper certains départements ministériels», lançait Bouteflika à ses interlocuteurs, comme nous le confiait une source sûre.

Mieux, bien avant cette réunion, le Premier ministre Abdelmalek Sellal avait été chargé d'établir une liste, contenant ses propres propositions pour ledit remaniement. Ce qu'il fera à la mi-décembre dernier lorsqu'il adressera, à l'intention de Bouteflika, «sa» liste. Il était question, faut-il le rappeler, d'un remaniement en deux temps.

En premier lieu donc, un remaniement de taille moyenne et qui devait concerner des secteurs comme l'énergie, les sports, l'agriculture, l'environnement, le tourisme, la culture, les ressources en eau. En gros, et selon plusieurs sources concordantes, c'était la liste de Sellal établie en accord avec Bouteflika.

Tout le monde, à tous les niveaux, attendait l'annonce officielle. A la mi-janvier, c'était même entendu, ce n'était plus qu'une question de temps au point où Sellal demandait à ses ministres de ne pas quitter Alger «jusqu'à nouvel ordre» et que Bouteflika désignerait, non pas le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, mais celui de la Jeunesse, Abdelkader Khomri, pour représenter l'Algérie lors de la cérémonie officielle d'ouverture de la Coupe d'Afrique des nations de football, le 17 janvier dernier en Guinée équatoriale.

Dans tous les cabinets ministériels, au sein des principaux états-majors politiques du pays et dans les rédactions, quiconque pouvait vous citer tous les noms des ministres partants et du nouvel organigramme prévu pour le gouvernement Sellal.

Ainsi, à titre d'exemple, Khomri devait être désigné ministre de la Jeunesse et des Sports, deux secteurs qui devaient être «recouplés» comme ils l'ont toujours été avant mai 2014, Sid Ahmed Ferrouhki désigné à la tête d'un grand ministère regroupant l'agriculture, la pêche et les ressources aquatiques, Abdesselam Bouchouareb à la tête d'un grand ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines et bien d'autres regroupements du genre.

Il était également question de certaines permutations entre actuels ministres du gouvernement ainsi que de retours d'anciens ministres. Le porte-parole «officieux» de la présidence qu'est devenu Amar Saâdani avait même annoncé pour «très proche» ce remaniement, à la mi-janvier. Mais voilà que, un mois plus tard, toujours rien ! Début février, Abdelmalek Sellal, en marge de la cérémonie de clôture de la session d'automne du Parlement, déclarera que le rema-



Sellal a remis sa liste à la mi-décembre 2014.

Photo : New Press

niement de l'exécutif n'était pas à l'ordre du jour ! En fait, tout est reporté pour après la révision de la Constitution. Mais alors, qu'est-ce qui a motivé cet inattendu report ? La nouvelle conjoncture induite par la chute des prix du pétrole ? La situation dans le Sud ? Vraisemblablement, ni l'un, ni l'autre.

A en croire une source bien informée, cet ajournement du remaniement s'explique par le nouvel organigramme concernant le ministère de la Défense nationa-

le. «Il est question de revenir à l'ancien schéma d'avant septembre 2013, à savoir le non-cumul entre les fonctions de chef d'état-major et celle de membre du gouvernement.»

Depuis septembre 2013 et le retour de Abdelaziz Bouteflika d'une longue hospitalisation à Paris, le 16 juillet, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, jusque-là chef d'état-major, avait été promu, en plus de cette lourde fonction, vice-ministre de la Défense nationale en remplace-

ment du général major Abdelmalek Guenaïzia. Il cumule, depuis, entre le politique et l'opérationnel. Une situation inédite en somme qui répondait à une situation d'exception, à savoir, pour l'époque, la préparation d'un quatrième mandat dans les conditions que l'on sait.

Pour s'épargner «toute mauvaise surprise», Bouteflika avait commencé son projet ahurissant, son coup de force en fait pour se maintenir au pouvoir, par cette mainmise totale sur l'institution militaire, la seule force en réalité qui pouvait faire contrepoids à l'institution présidentielle.

Le 17 avril ayant eu lieu, le contexte qui avait nécessité ce cumul n'est plus, lui aussi ! «Il est dès lors question d'un retour à la normale avec la désignation d'un chef d'état-major qui ne s'occupera que de l'opérationnel tandis que l'actuel vice-ministre de la Défense s'occupera, lui, de ses missions dans le gouvernement», nous confie-t-on.

Et d'ores et déjà, des noms sont avancés comme éventuels chefs d'état-major. Ceux qui reviennent le plus sont l'actuel chef de la 1^{re} Région militaire, son homologue de la 4^e Région et le commandant des forces terrestres.

K. A.

L'OPTION EST EN MATURATION

Des adjoints pour les présidents de l'APN et du Sénat

L'on se dirigerait, au niveau des deux Chambres du Parlement, l'APN et le Sénat, vers la création d'un à deux adjoints pour leurs présidents.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le ministre des Relations avec le Parlement, qui était, hier l'invité du forum du quotidien *Echaab*, a, en effet, fait part d'une réflexion assez avancée autour de l'opportunité de créer un à deux postes de présidents-adjoints pour les présidents de l'APN et du Sénat. «Une option d'ordre purement pratique, pas politique», tiendra à préciser Khalil Mahi, qui soulignera qu'elle passera inévitablement par la révision de la loi organique 99-02 régissant le fonctionnement du Parlement dans ses deux Chambres et qui ne sera effective, si le projet actuellement en cours de maturation est retenu, qu'après la révision de la Constitution.

Pour le ministre, cette réforme vise à éviter les ruptures en cours de sessions parlementaires en raison de l'absence des présidents des deux Chambres.

«Des adjoints qui seront connus et qui auront à remplacer automatiquement les présidents en cas d'absence», dira le ministre pour qui la désignation d'un intérimaire parmi les vice-présidents des deux Chambres serait problématique en raison des susceptibilités des uns et des autres. Car, ajoutera-t-il, notre mission au niveau du ministère des Relations avec le Parlement, c'est d'assurer la continuité dans le lien entre le Parlement et le gouvernement».

Khalil Mahi défendra, par ailleurs, le travail accompli lors de la présente législature avec pas moins de 10 projets de loi adoptés lors de la dernière session d'automne, une moisson jamais réalisée jusqu'ici, faisant part, d'une autre réforme allant dans le sens de définir avec

plus de précision, surtout en terme de délais et donc de temps, le processus des questions orales. Celles-ci accusent actuellement un retard comparativement aux questions écrites lesquelles sont limitées dans le temps.

S'exprimant, par ailleurs, sur des questions d'actualité, le ministre des Relations avec le Parlement a traité de la récurrence des mouvements de contestation partout à travers le pays. S'il trouve le peuple algérien «trop revendicatif» puisque manifestant parfois «pour rien», Khalil Mahi estimera que c'est là une preuve de démocratie en Algérie qui ne se trouve nulle part ailleurs, «même dans les pays développés». Seulement, il y a des formes de manifestation qui ne sont pas admissibles au plan de l'éthique et de la loi, celles qui attentent à la sécurité et la stabilité du pays ou aux biens publics et privés.

M. K.

ALI BENFLIS DÉNONCE L'INTERDICTION DE LA CONFÉRENCE DE LA CNLTD :

«Ce sont des pratiques d'un régime en fin de parcours»

L'interdiction, samedi dernier, de la conférence que devait organiser la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) à l'hôtel Essafir à Alger, a suscité une réaction très virulente de l'ancien chef du gouvernement Ali Benflis qui, comme à son habitude, ne ménage aucune-ment le régime de Bouteflika. Un régime «qui multiplie, sans discernement et sans retenue, les violations des droits les plus légitimes de l'opposition nationale».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Par deux fois, l'appareil politico-administratif a interdit à la CNLTD l'organisation de conférences thématiques (...) Les motifs invoqués à l'appui de ces interdictions défilent le simple bon sens», notera Ali Benflis, en pré-

ambule d'un communiqué rendu public hier.

Le candidat à la présidentielle de 2004 et 2014 estimera, dans le même communiqué, que «de telles interdictions s'inscrivent, d'une manière générale, dans une véritable stratégie de harcèlement visant, vainement, d'abord, à empêcher l'opposition nationale de consolider l'ancrage qu'elle a indéniablement acquis au sein de notre société ; ensuite à entraver la diffusion de son projet de transition démocratique pacifique qui y rencontre un écho grandissant, et enfin à contrarier son action de mobilisation et de sensibilisation de nos concitoyennes et de nos concitoyens autour de ce projet».

Benflis, qui attend toujours l'agrément de son nouveau parti, «le Parti de l'avant-garde des libertés», est, pour rappel, membre de la CNLTD où il siège comme chef de file d'une coalition d'une vingtaine de partis. Son score «officiel» à la dernière présidentielle en fait également le poids lourd de l'op-

position. Il est aussi la bête noire par excellence de Bouteflika et du cercle présidentiel depuis mars 2003 et le congrès du FLN qui le consacra candidat officiel pour la présidentielle de 2004. Il ne se fait, dès lors, aucune illusion quant aux intentions réelles «du régime politique en place». En l'occurrence Bouteflika. «Qui multiplie les déclarations d'intentions au sujet de l'élargissement du champ des droits et des libertés et de renforcement du rôle de l'opposition au point d'en faire l'objet trompeur d'une révision constitutionnelle». Or, fera-t-il remarquer, «sa mentalité d'un autre âge et ses pratiques arbitraires viennent apporter de plus clair des démentis à la sincérité de ses intentions déclarées».

Bien au contraire, «ce régime autocratique (...) viole impunément la Constitution et les lois de la République qui garantissent et protègent les libertés et les droits des citoyens». L'ancien chef du gouvernement

accuse, aussi, le régime de Bouteflika de ne faire preuve «d'ardeur» que dans son harcèlement continu de l'opposition, tout en négligeant tout le reste, à savoir tous «les problèmes politiques, économiques, et sociaux qui l'assaillent de toutes parts».

Aussi, conclut-il, cette «intensification des violations et des transgressions des droits et des libertés perceptibles actuellement va de pair avec la fin du parcours d'un régime politique qui se rapproche». Ce que ce même régime «et avec lui toutes ses clientèles politiques intéressées savent».

Connaissant parfaitement les mœurs du système, Benflis ajoutera cette phrase assassine : «Tout comme ils savent que l'alternative démocratique est en marche et que les combats d'arrière-garde n'en arrêteront pas le cours». Allusion faite à la succession qui se prépare...

K. A.